

Conseil municipal du 23 mars 2009

Débat budgétaire

Nous l'évoquions déjà dans cette enceinte il y a quelques semaines à l'occasion du débat d'orientation budgétaire : l'économie mondiale vit une crise majeure, dont les effets ne sont encore que partiels. Et ce ne sont pas les appels à l'optimisme assez pathétiques du 1^{er} ministre ni les annonces compulsives du président de la république qui peuvent masquer la crise profonde et durable dans laquelle nous sommes plongés.

Nous l'avons dit, la crise que nous traversons est une crise structurelle. Elle va demander, non seulement, d'amortir les effets dévastateurs du chômage et de la précarité galopante qui touche un grand nombre de nos concitoyens, mais surtout, de revoir complètement nos priorités afin de réorienter en profondeur notre modèle de développement, qui épuise nos ressources et dégrade de façon irrémédiable l'avenir de la planète.

Et pourtant, dans le projet de budget que vous présentez aujourd'hui, pas un mot de ce contexte tellement pesant, de cette nécessité de réorienter en profondeur les stratégies de développement, à toutes les échelles, et donc aussi au plan local.

On nous dit que ce budget est un budget prudent et engagé : nous le dirions plutôt un peu mou et sans réelle perspective.

Nous y voyons principalement 2 défauts:

- D'une part, vous choisissez de booster l'investissement grâce aux dispositions du Plan de relance gouvernemental, mais sans que cela ne se traduise par des choix lisibles sur le fond, qui marqueraient notamment l'urgence d'accélérer les investissements en matière environnementale
- Par ailleurs, les dépenses de fonctionnement sont fortement contenues, mais semblent faire l'impasse sur les effets de la crise sur les dépenses sociales des collectivités : ce parti pris nous paraît peu réaliste et risque de ne faire que reculer les échéances...

J'aborderai en premier lieu les dépenses d'investissement :

Elles progressent fortement cette année, de près de 3,5 M et atteignent plus de 23 M au total. Cette augmentation importante est pour partie rendue possible par la « prime » de 2,6 M constituée par le versement anticipé du FCTVA 2008 qui s'ajoute, pour cet exercice, et cet exercice seulement, à celui de 2007. Ainsi cette contribution due par l'Etat revient plus vite que prévu aux collectivités et donne quelques marges de manœuvre... sans doute faudrait-il s'en réjouir ?

Nous avons pourtant une lecture plus critique de cette mesure qui, comme toutes celles qui sont engagées actuellement, démontre le plus souvent que l'Etat navigue à vue, dégageant des moyens pour des projets qu'il avait lui-même bloqués jusqu'à présent faute de financement public. Ce plan de relance de la machine économique et industrielle est sans vision stratégique, sans ambition à moyen et long terme. Il s'appuie sur les mêmes dogmes que ceux qui nous ont conduits dans l'impasse actuelle, selon lesquels il faut produire et consommer toujours plus, sans

s'interroger sur ce qu'on produit et consomme... à l'image par exemple de ces aides à l'industrie automobile à laquelle on ne fixe aucune contrainte, aucun objectif en matière de conversion écologique, pourtant vitale pour assurer leur avenir.

Pourtant, si la crise économique majeure que nous vivons avait une vertu, ce pourrait être une vertu pédagogique : celle de se dire qu'il faut revoir en profondeur nos priorités et nos méthodes.

Or nous constatons que le budget 2009 est singulièrement *un budget comme les autres*. Les dépenses d'équipement, de plus de 23 M (qui ont donc doublé ces 6 dernières années), se répartissent comme d'habitude, en travaux d'entretien courant du patrimoine et nouveaux équipements (maison de l'enfance et aménagement de la rue du gal Leclerc...), sans véritable ligne directrice : leur volume augmente sensiblement mais pas leur lisibilité.

Nous aurions largement préféré que la municipalité choisisse de saisir l'occasion donnée par la rallonge de FCTVA pour poser des actes forts, et réaliser, par exemple, des projets qui marquent le tournant dont notre ville a besoin en matière de développement durable, et plus particulièrement dans le domaine de la lutte contre le dérèglement climatique.

Ainsi, nous regrettons que l'effort d'équipement de la Ville ne porte pas plus nettement sur des actions :

- qui agissent sur la réduction des émissions de GES, l'efficacité énergétiques et le développement des énergies renouvelables. Pourtant les axes de travail ne manquent pas :
 - o la ville dispose d'un patrimoine inestimable de toits terrasses qu'il pourrait être judicieux de mettre à disposition de fournisseurs d'EnR photovoltaïque
 - o la réhabilitation thermique du bâti existant est également un énorme chantier qu'il faudrait engager d'urgence compte tenu de l'état des équipements publics et du patrimoine de logt social (bâti des années 60 et 70 – réputé pour être particulièrement mal isolé...) ; des outils opérationnels existent et de nombreuses communes lancent la réalisation de thermographies aériennes qui permettent de disposer d'un diagnostic précis et d'établir un plan d'action
 - o cette question se pose de façon plus spécifique encore pour les opérations de rénovation urbaine et nous insistons pour que les études pré opérationnelles de réhabilitation du quartier des Bleuets comportent un volet développement durable et utilisation rationnelle de l'énergie.
 - o la rénovation du Réseau d'éclairage public est également un enjeu, pour en faire un réseau exemplaire et économe
- qui prévoient les investissements indispensables en matière de circulations douces et de réduction des nuisances liées à la circulation automobile et des projets en matière de réduction de la production de déchets et de développement de leur recyclage...

Dans le contexte dans lequel nous sommes, les villes doivent donner des signaux, dire quelles sont les urgences et les priorités de l'action publique. Quel dommage de ne trouver ni ce message ni ces ambitions dans les choix en matière d'investissement que vous nous proposez aujourd'hui.

Sur le volet des dépenses de fonctionnement,

Il faut souligner l'effort de rigueur qui vise à contenir les dépenses de fonctionnement au niveau de celles de 2009, ce qui suppose de réduire les dépenses réelles des services puisque la masse salariale, elle, fort logiquement progresse. Cet effort a pour effet de limiter la progression de la fiscalité locale à 1%, ce qui est incontestablement une attente des cristoliens.

Cependant, permettez nous d'émettre quelques réserves sur vos choix qui semblent faire l'impasse des effets prévisibles de la crise et de l'augmentation sensible du chômage et de la précarité. Vous tablez sur une quasi stabilité des dépenses sociales ainsi que des produits des services. Nous craignons malheureusement qu'il faille se résoudre à ce que notre collectivité, comme toutes les autres communes, soit une fois encore en première ligne pour répondre aux besoins en matière de solidarité et d'urgence sociale. Cela ne se traduit pas précisément dans ce budget, mais nous ne doutons pas que vous saurez, le moment venu, réajuster les moyens à mettre en œuvre.

La question des subventions aux associations, pour 11 M, est également un sujet sur lequel nous nous souhaitons interroger vos choix. Nous aurons l'occasion d'y revenir lors de l'examen de la délibération qui leur est spécifiquement consacrée. A ce stade, comme vous le savez, nous approuvons la politique d'aide aux associations, dont la vitalité, la richesse et le dynamisme sont une des signatures de notre ville... (et de ce point de vue, la baisse globale des subvention de 1,4% n'est pas à nos yeux une bonne nouvelle). Mais nous formulons des réserves sur le coût, pour la collectivité, du sport de haut niveau. Mais nous y reviendrons ultérieurement.

Pour terminer, je voudrais revenir sur notre demande de réalisation d'un « bleu budgétaire DD » qui rendrait lisible l'effort global de la collectivité et de ses partenaires (fournisseurs d'énergie, bailleurs, aménageurs, fournisseurs divers ...). Ce besoin se confirme si l'on s'en tient au rapport de présentation du budget 2009, qui ne fait qu'évoquer rapidement ce volet de l'action locale, et le limite pour l'essentiel à un ensemble d'actions de communication et de sensibilisation des habitants.

Nous avons conscience que la mise au point d'un tel document, qui suppose de consolider des données produites à la fois par la ville et par la Communauté d'agglo, est un travail relativement lourd et qui mérite d'y consacrer le temps et le sérieux nécessaire. Nous sommes sensibles à votre accord de principe. Et nous prenons donc volontiers acte de votre engagement à produire ce document de synthèse avant l'été. En commission, il nous a été dit que ce « bleu » serait sans doute plus sûrement un « jaune »... qu'à cela ne tienne, bleu + jaune... ça donne vert ! C'est donc plutôt bon signe !

Pour conclure, je reviendrai sur les remarques que nous avons exprimées lors du DOB, à savoir que l'enjeu principal du budget de 2009 pour Créteil, comme pour toutes les collectivités, était dans la capacité à répondre simultanément à 2 impératifs :

- D'une part, faire en sorte d'amortir les effets de la crise pour les plus fragiles et les plus vulnérables ... il est malheureusement à prévoir que nos dispositifs sociaux vont être largement mis en contribution
- Mais sans pour autant abandonner notre responsabilité de réduire dès maintenant notre empreinte écologique car le coût de l'inaction sera bien supérieur et bien plus pénalisant

pour les générations futures.

Pour nous, ce sont ces 2 impératifs, indissociables, qui devaient guider la définition des priorités budgétaires de notre ville pour 2009 et les années suivantes.

Nous constatons, avec regret, que nous ne vous avons pas encore totalement convaincu...

Mais nous sommes d'un naturel optimiste, et avons bien l'intention de continuer à défendre ici nos convictions et nos propositions concrètes, de façon constructive... et c'est donc dans cet état d'esprit constructif, bien que pas totalement convaincues non plus, que nous adopterons vos propositions budgétaires...

Je vous remercie

Catherine Calmet